

En cette période de fin d'année, Haïti Press Network a interrogé des citoyens, évoluant dans le secteur « informel », dans la capitale haïtienne, sur les programmes et les réalisations du gouvernement durant l'année 2012. Ils sont peu nombreux ceux qui accordent une note favorable aux autorités gouvernementales.

Marie-Jeannette, la cinquantaine, est vendeuse ambulante depuis près de trente ans. Elle change constamment d'activité commerciale suivant la période de l'année.

« Depuis des années, la situation (économique) des citoyens est certes déplorable, mais elle est pire cette année », raconte une mère de quatre enfants, vendeuse dans les rues de la capitale.

Pour elle, les programmes sociaux comme « [Ti manman cheri, Ede Pep](#) » lancés par le gouvernement ne peuvent pas combler, à eux seuls, les besoins de la population.

« Il fallait des actions plus concrètes. Dans un contexte de cherté de la vie, comment imaginez qu'une mère comme moi puisse vivre avec 400 gourdes ? », s'interroge cette femme, l'air indigné.

Polo, un cireur de bottes vit, avec ses trois enfants et sa concubine, dans un quartier défavorisé de la capitale. Il ne connaît pas une vie agréable.

« Ces programmes, qui soi-disant sont destinés aux gens les plus démunis, ne sont pas arrivés à destination. Moi, je n'ai rien reçu en dépit du fait que je vis dans une zone précaire ».

À défaut de mettre en œuvre les grands chantiers propices au développement "durable" que prône le président Michel Joseph Martelly, son administration et le gouvernement Lamothe ont lancé à travers le pays une série de programmes dits d'« apaisement social ».

En plus d'être préoccupé par la hausse des prix des produits de première nécessité, des citoyens ont critiqué l'inaction de l'exécutif et des autorités gouvernementales dans la lutte contre l'insécurité.

« En 2012, [les actes de banditisme](#) se sont multipliés dans le pays. Les villes de province n'ont pas été épargnées », rappelle Yves, chauffeur de transport en commun dans l'aire métropolitaine.

Il croit que, les autorités du gouvernement et le haut commandement de la police nationale pourraient faire mieux pour combattre ce phénomène.

Ouvrier dans une usine de la capitale, Pierre critique la politique du gouvernement en matière d'emploi qui, à son avis, n'a pas été efficace en dépit des grandes promesses des dirigeants.

« Combien d'emplois ont été concrètement créés ? Certes les dirigeants avancent des chiffres mais ils ne peuvent pas les justifier. Aussi, quel support les autorités ont apporté à ceux qui travaillent dans des conditions difficiles surtout dans la sous-traitance ? », avance un homme dans la rue.

Toutefois, de nombreux citoyens disent souhaiter que les dirigeants puissent prendre des mesures appropriées pour changer la donne au cours de l'année prochaine.

Écrit par SFD/HPN

Vendredi, 28 Décembre 2012 13:56

Sylvestre Fils Dorcilus

sylvestref.d@hpnhaiti.com

Twitter : @sfdorcilus / @hpnhaiti